

Investir dans le capital humain

François Bourguignon

La Banque Mondiale et Palgrave MacMillan ont publié, sous la rédaction de François Bourguignon, Maurizio Bussola et Luiz A. Pereira da Silva, le livre *The impact of macroeconomic policies on poverty and income distribution: Macro-Micro evaluation techniques and tools*. Dans ce livre, les auteurs combinent modèle macro-économique et analyse microéconomique des ménages, dans le but de déterminer quels seraient les effets sur la pauvreté et la répartition des revenus de changements dans les structures fiscales, la politique commerciale, les dépenses publiques et la fiscalité. Le professeur Bourguignon, dans une interview qui aborde également l'impact de la crise du crédit :

« Si la volonté politique existe, existent certainement aussi les instruments économiques aptes à réduire la pauvreté. Résultat garanti, » explique François Bourguignon, directeur de l'Ecole d'Economie de Paris et ancien vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale (2003-2007). « Je donne toujours l'exemple du Brésil, où l'inégalité a joué pendant longtemps un rôle majeur. Les autorités, convaincues que l'inégalité avait un effet régressif sur l'économie, décidèrent d'introduire une politique de redistribution très efficace et progressive. De ce fait, la pauvreté et l'inégalité ont diminué de manière significative les six dernières années. » Un des projets clés est le projet 'Bolsa Familia', un 'conditional cash transfer program', dans lequel les pauvres reçoivent de l'argent sous conditions. Les parents sont tenus d'envoyer leurs enfants à

l'école et de les faire examiner par un médecin deux fois par an. Se concentrer sur la formation et la santé des générations futures, c'est non seulement combattre la pauvreté mais aussi investir dans le capital humain de l'avenir. Le Brésil et le Mexique sont des précurseurs, mais des pays comme le Bangladesh et le Cambodge ont mis en place des programmes similaires. Même la ville de New York porte un vif intérêt à ce programme. « Si les gouvernements le désirent vraiment, la pauvreté peut être réduite et, à terme, même complètement éradiquée. » François Bourguignon espère que la crise du crédit n'aura pas d'impact négatif sur des programmes tels que le 'conditional cash transfer program'. « Je m'attends à ce que ces programmes se poursuivent, mais probablement sous une forme allégée. »

« La pauvreté peut être éradiquée à terme »

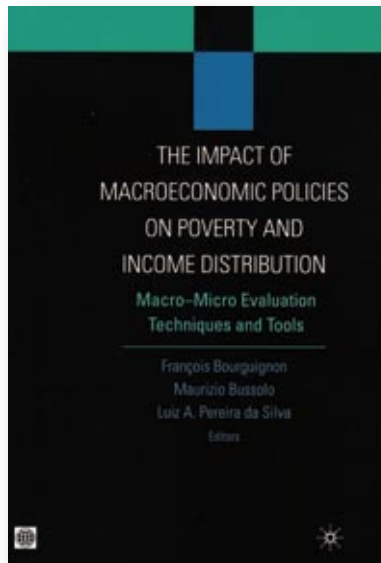


Texte : Jacques Geluk et Geraldine Brandão Vandercammen
Redaction : Danielle Losman
Photographie : l'Ecole d'Economie de Paris

« La crise du crédit s'estompe et pour le moment, son impact sur la vie quotidienne est limité. Pourtant la crise affectera indirectement de façon négative la vie des pauvres dans de nombreux pays en voie de développement. L'Occident devrait compenser les effets négatifs de la crise financière par l'envoi d'une aide accrue aux pays pauvres. Mais le feront-ils ? Eux aussi souffrent du 'credit crunch', qui réduit considérablement leurs budgets. » Une étude sur l'impact de l'intégration d'analyses micro- et macroéconomiques au cours des crises montre que les pauvres et la classe moyenne sont touchés plus sévèrement que l'élite économique, même si celle-ci est la première à en sentir les conséquences. « Prenons la crise mexicaine de 1994. Les riches n'ont pas beaucoup perdu, certains mêmes ont gagné grâce aux fluctuations monétaires. En revanche, la classe moyenne et les pauvres ont payé le prix. Ici on constate qu'un événement au niveau macro-économique n'a pas forcément des conséquences au niveau microéconomique. C'est ce qui se passe à présent dans les pays riches. La Chambre des Représentants des Etats-Unis a voté en première instance contre le plan de sauvetage de 700 millions de dollars, parce qu'elle trouvait injuste de faire payer le contribuable pour les erreurs commises par les banquiers, dont certains avaient gagnés des sommes astronomiques. Ce ne sont pas les pauvres, mais les riches, ceux qui ont le plus profité du système, qui devraient supporter le fardeau de la crise. L'inégalité aux Etats-Unis a augmenté ces vingt dernières années. Le revenu réel des ménages moyens, qui se trouvent exactement entre les riches et les pauvres, est resté pratiquement inchangé durant cette période, tandis que les hauts revenus ont extraordinairement augmenté. »

Une autre approche

François Bourguignon est depuis le début de sa carrière préoccupé par la pauvreté et l'inégalité dans certains pays. Lorsqu'il arrive à la Banque mondiale en 2003, il modifie la façon dont la Banque appréhende ces questions. « Pendant longtemps on a estimé que promouvoir la croissance économique était suffisant pour combattre la pauvreté. D'autres facteurs impor-



tants, tels que la distribution des revenus et des chances au sein de la population n'étaient pas pris en considération. Le mot 'inégalité' était rarement prononcé. Comme mes prédécesseurs, Joe Stiglitz et Nick Stern, j'ai trouvé que l'approche exclusive de la croissance économique rapide était erronée. La croissance économique est cruciale pour combattre la pauvreté, mais nous devons savoir qui en profite, dans quelle mesure et de quelle manière elle est gérée. Sinon le risque existe que les plus pauvres, précisément, n'en tirent aucun bénéfice. Les autorités doivent se demander si leurs stratégies visent à réduire ou à encourager l'inégalité. Une économie dans laquelle certains contrôlent tout (le bien-être, l'éducation, les infrastructures, la prise de décision, etc.) ne peut se développer de façon aussi po-

sitive qu'une économie où il est question d'une distribution plus égale des chances. Lorsqu'au niveau microéconomique, de nombreuses personnes perçoivent de l'argent pour créer une entreprise ou pour scolariser leurs enfants, cela affecte certainement la croissance au niveau macroéconomique. L'importance de la microéconomie a trop longtemps été ignorée. » La libéralisation du commerce est un bon outil pour augmenter l'efficacité économique au niveau macro, mais certains néanmoins ne pourront pas en profiter lorsque les bénéfices dépasseront les pertes. Bourguignon plaide pour l'affectation des excédents nationaux aux pauvres afin de les dédommager de ce qu'ils ont perdu, même si cela diminue l'efficacité globale. « La politique est le plus grand obstacle dans la lutte contre la pauvreté. De nombreux pays ont un régime qui n'est pas vraiment intéressé à aider les pauvres. En conséquence, ces pays ne perçoivent que peu d'aides extérieures et la croissance économique stagne. De plus, la pauvreté n'est pas réservée aux pays en voie de développement, où de nombreuses personnes gagnent moins d'un dollar par jour. Il existe aussi de la pauvreté aux Etats-Unis et en Europe. Les politiques de lutte contre la pauvreté dans les pays développés et dans les pays en voie de développement diffèrent, mais le défi reste le même. »



François Bourguignon est directeur de l'École d'Économie de Paris après avoir été économiste en chef et premier vice-président de la Banque mondiale entre 2003 et 2007. Bourguignon est une autorité mondiale dans le domaine de la croissance économique et du développement.

Il a veillé à ce que la Banque mondiale mette en tête de ses priorités la relation entre croissance économique et inégalité, répartition des revenus et pauvreté. Bourguignon a étudié à l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique (ENSAE) et à l'Université de Paris VI (mathématiques appliquées). Il a obtenu son doctorat en économie à l'Université d'Orléans. Depuis 1986 il est professeur d'économie à Paris, où il a créé une unité de recherche en économie théorique et appliquée.

Contact : francoisbourguignon@speakersacademy.fr